

Une période de réflexion commence en Bolivie préalable au référendum



Par Guillermo Alvarado

Après une campagne intense, marquée par la sale guerre de la droite, qui a eu recours aux mensonges et aux rumeurs, une période de réflexion pour la population s'ouvre dès ce jeudi en Bolivie, préalablement au référendum de ce dimanche. Cette consultation va décider si l'actuel président, Evo Morales et le vice-président, Álvaro García, peuvent présenter leur candidature aux élections de 2019 pour un 3^e mandat.

La fin de la campagne a été marquée par un événement dramatique. Des individus dont l'identité n'est pas encore connue ont attaqué et incendié la municipalité de la ville d'El Alto. 6 fonctionnaires édiles y ont trouvé la mort et plusieurs autres ont été blessés.

Les autorités ont immédiatement ouvert une enquête pour capturer les auteurs et les responsables. Plusieurs personnes ont d'ores et déjà été arrêtées. On n'écarte pas non plus la possibilité d'une auto attaque, incitée par la droite pour saboter la consultation populaire.

Le président Evo Morales a exprimé sa solidarité avec les proches des victimes. Il a exigé des actions fermes et rapides pour capturer les auteurs matériels et intellectuels de l'attaque. Pour sa part, l'Organe Électoral Plurinational a condamné la violence et a assuré que la consultation aura lieu comme prévue.

Le meeting de fin de campagne en faveur de la modification de la Constitution pour permettre à Evo Morales de se présenter une nouvelle fois à la réélection a eu lieu dans l'avenue Costana, dans le sud de La Paz. Des milliers de partisans du gouvernement y ont assisté.

La campagne en faveur du Non a été centrée sur des attaques personnelles contre le président, ce qui vient prouver l'angoisse de la droite nationale et internationale face à la possibilité de la poursuite d'un projet de gouvernement qui a marqué une relance du pays qui a retrouvé aussi sa place au sein de la communauté mondiale.

La Bolivie est devenue un acteur important aussi bien à niveau régional, qu'en dehors de notre continent. Si son gouvernement avait été un allié des États-Unis, ses progrès auraient été qualifiés de "miracle économique", terme que l'on se garde d'utiliser parce que ce gouvernement tient tête au voisin du Nord et défend sa souveraineté.

Lorsque le reste du monde s'est écroulé et que des puissantes régions et blocs comme l'Union Européenne, ont été au bord du collapsus, ce pays andin a maintenu une croissance de son PIB, de ses réserves et de ses exportations, du taux de création d'emplois et des infrastructures, d'investissements étrangers, les niveaux de consommation intérieure.

Des institutions multilatérales comme la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International, FMI, ont dû se rendre à l'évidence et ont fait l'éloge, de mauvais gré certes, de l'administration efficace d'Evo Morales et de son équipe.

Ce que la droite et les États-Unis prétendent maintenant est de mettre la main sur un pays en plein développement, avec une économie en expansion et des ressources qui ont démontré leur capacité de générer d'énormes richesses.

La population bolivienne devra donc beaucoup réfléchir ces jours, à la veille d'une nouvelle bataille dans la guerre de nos peuples contre l'oppression et l'hégémonie de l'Empire du Nord.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/84566-une-periode-de-reflexion-commence-en-bolivie-prealable-au-referendum>



Radio Habana Cuba